



COMMUNE DE SAINT LAURENT DES ARBRES

**ARRÊTÉ DE POLICE DE ROULAGE ET AUTORISATION DE
VOIRIE N°104/2024-8.3 (V)**

Madame Le Maire de la Commune de SAINT LAURENT DES ARBRES ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants , R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

Vu la demande en date du 15/10/2024 par la **SOCIÉTÉ FGM TRAVAUX PUBLICS 205 Chemin de Malemort 84380 MAZAN** représentée par **M. JOURDAN Loïc** pour le compte d'**ENEDIS** et de **Mme MICHEL 645 Chemin de la Lauze 30126 SAINT LAURENT DES ARBRES.**

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des usagers de la voie dans l'agglomération, il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules pendant les travaux selon les dispositions suivantes :

ARRÊTÉ :

Article premier : Objet de la demande

Afin de permettre des travaux et alimentation ENEDIS il convient d'utiliser des engins de chantier au **645 Chemin de la Lauze 30126 SAINT LAURENT DES ARBRES** par la **SOCIÉTÉ FGM TRAVAUX PUBLICS 205 Chemin de Malemort 84380 MAZAN** représentée par **M. JOURDAN Loïc** pour le compte d'**ENEDIS** et pour **Mme MICHEL 645 Chemin de la Lauze 30126 SAINT LAURENT DES ARBRES.**

Article 2 : Réglementation

- La circulation se barrée pendant la durée des travaux (de l'entrée du Chemin de la Lauze côté Avenue de Sembrancher jusqu'à l'intersection traverse de la roue)
- Le stationnement sera interdit aux droits du chantier.
- Mise en place d'une déviation.
- Les travaux de branchement devront être réalisés en conformité avec les plans d'EXE des travaux de requalification de voie en cours annexés. En cas de non conformité constatée, les travaux devront être repris à vos frais.

Article 3 : Durée de la réglementation

Le présent arrêté sera applicable le 21/10/2024 et 22/10/2024 soit pour une durée de 2 jours.

Article 4 : Signalisation

La signalisation réglementaire des chantiers sera mise en place et entretenue par les soins de la **SOCIÉTÉ FGM TRAVAUX PUBLICS 205 Chemin de Malemort 84380 MAZAN représentée par M. JOURDAN Loïc pour le compte d'ENEDIS et de Mme MICHEL 645 Chemin de la Lauze 30126 SAINT LAURENT DES ARBRES**

Article 5 : Responsabilité du pétitionnaire

La responsabilité du pétitionnaire sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la présente réglementation.

Article 6 : Prescriptions diverses

La signalisation de chantier sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire et correspondra au schéma du Livre 1, 8^e partie. Elle sera de la gamme normale et rétroréfléchissante.

Article 7 : Infractions

Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants seront traduits devant les tribunaux compétents.

Article 8 : Responsabilités

Les pétitionnaires devront se conformer strictement à la signalisation en place ainsi qu'aux instructions qui pourraient leur être données sur place par les agents chargés du service d'ordre. Ils sont déclarés entièrement responsables dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de la non -observation du présent arrêté.

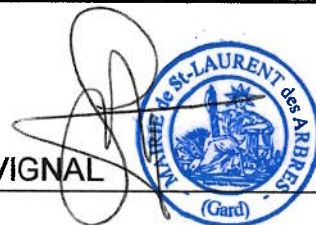
Article 9 :

Madame le Maire de SAINT LAURENT DES ARBRES
Monsieur le Chef de la Brigade de gendarmerie de ROQUEMAURE
Monsieur le Chef de la Police Municipale de ST LAURENT DES ARBRES
sont chargés chacun en ce qui les concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté.

FAIT à SAINT LAURENT DES ARBRES, le 17/10/2024

Le Maire,

Sylvie BARRIEU-VIGNAL



La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NÎMES compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.